

Landscapes for People, Food & Nature in Africa



Gestion intégrée des paysages en Afrique: une synthèse

Contexte

La «Gestion intégrée du paysage» (ILM en anglais) se réfère à une collaboration à long terme pour réaliser des paysages qui fournissent les moyens de subsistance, les services écosystémiques, la biodiversité, les marchés et les politiques favorables. Il existe plusieurs approches possibles et points d'entrée pour l'ILM, mais une large participation de la communauté dans la négociation et la gestion adaptative sont des caractéristiques fondamentales. Basée sur les priorités des communautés dans divers agroécosystèmes de l'Afrique, l'ILM a pris la forme de gestion participative des bassins versants, la conservation des corridors biologiques, la restauration menée par les agriculteurs des terres et des cours d'eau, et de nombreuses autres approches adaptées au contexte. Il y a de l'intérêt croissant d'élargir l'ILM à travers l'Afrique qui était documentée par une étude récente de 87 initiatives intégrées de paysage, dans 33 pays africains, qui a révélé des résultats tangibles en matière de conservation des sols, de l'eau, de la biodiversité et des rôles de leadership importants joués par des groupes de producteurs et la société civile, les femmes en particulier.

En Juillet 2014, l'Initiative des Paysages pour les Personnes, l'Alimentation et la Nature (LPFN) a rejoint le Conseil International pour la Recherche en Agroforesterie (ICRAF), le Programme des Nations Unies pour l'Environnement, Ecoagriculture Partners, NEPAD/TerrAfrica, et le Ministère Néerlandais des Affaires Économiques pour organiser une conférence sur les Paysages pour les Personnes, l'Alimentation et la Nature en Afrique. La conférence a réuni à Nairobi plus de 170 participants – des

leaders africains, de la recherche, de la société civile et du secteur privé—pour concevoir un Plan d’Action pour les Paysages Africains, un programme ambitieux pour améliorer et intensifier l’ILM efficace en Afrique.

En vue de consolider le Plan d’Action avec les meilleures preuves disponibles, les équipes de la LPFN se sont inspirés des informations sur les études et des expériences en matière de recherche sur les paysages des partenaires et les leçons des initiatives locales et nationales en Afrique pour générer six projets de notes de synthèse. Ces notes conceptuelles ont été examinées dans des sessions spéciales lors de la conférence et révisées à la lumière de cet apport par la suite.

Principaux Résultats

Ces six notes de synthèse ont cherché à répondre à six questions centrales:

Politique: Comment les politiques nationales/sous-nationales peuvent-elles appuyer plus efficacement la gestion intégrée des terres en Afrique?

Cette note met l’accent sur la nécessité d’établir les politiques aux niveaux national, sous-national et local avec les lois et règlements cohérents pour améliorer le processus de collaboration des acteurs et leur engagement, tout en développant des mécanismes multisectoriels pour intensifier l’ILM. Des indicateurs mesurables de l’impact et de la transformation, avec des objectifs clairs et des preuves que des approches intégrées sont plus efficaces ou plus rentables que la solution de rechange, aideront également à la transition vers une gestion intégrée des terres en Afrique. Pour mieux atteindre les buts africains de développement et de conservation, les objectifs prioritaires sont d’aligner les politiques et stratégies des différentes unités et aux niveaux des gouvernements, d’harmoniser les processus de planification à travers des gradients urbains-ruraux et formels-informels, d’utiliser des approches d’ILM pour répondre plus efficacement aux responsabilités sur les accords internationaux, d’investir dans l’infrastructure «verte», et de clarifier des droits de ressources et fonciers. La réalisation de ces objectifs nécessite le renforcement des capacités de l’Afrique pour l’analyse des politiques fondées sur les preuves et le suivi des résultats.

Gouvernance: Comment la gouvernance locale du paysage peut-elle appuyer les objectifs multiples des paysages?

Cette note a déterminé qu’il n’y a pas un modèle unique pour la mise en œuvre d’une approche du paysage qui fonctionne dans tous les milieux car le contexte, les incitations des parties prenantes, et les relations de pouvoir affectent ce qui est nécessaire dans un endroit particulier. Au travers de ces divers systèmes, la gouvernance du paysage exige la négociation sur les valeurs des paysages qui sont en jeu, la mise en équilibre des dynamiques du pouvoir, et la résolution des options de gouvernance. Le rôle des institutions, y compris les institutions locales et celles qui prennent en compte la connaissance indigène, et le renforcement des capacités constituent également un élément crucial d’appui aux objectifs multiples de paysages. Pour développer la pratique de la gouvernance multi-acteurs des paysages multifonctionnels, il sera important d’enrichir les ensembles de connaissances pour les principaux aspects d’ILM (par exemple, l’aménagement des paysages, la prise de décision holistique, les mesures de responsabilité), d’incuber les systèmes d’innovation solides qui favorisent l’apprentissage et la communication sociale, et d’élaborer des conseils pour les modèles efficaces de gouvernance. Ces objectifs

pourraient être accélérés par la création d'une plateforme panafricaine pour synchroniser les connaissances et les activités des praticiens d'ILM et de leurs réseaux.

Entreprise: Comment les entreprises peuvent-elles s'engager davantage à la gestion intégrée des terres?

Cette note souligne que le secteur privé est absent dans la plupart des initiatives intégrées multi-acteurs de paysage en Afrique, en dépit du fait que les entreprises sont essentielles à la réalisation des paysages multifonctionnels qui à la fois soutiennent la croissance économique, la production alimentaire, la conservation des écosystèmes, et les moyens de subsistance en milieu rural. On a besoin d'un peu plus d'efforts pour évaluer la rentabilisation de la participation du secteur privé aux initiatives d'ILM, y compris les évaluations de risques et opportunités à moyen et long termes, en particulier dans les régions africaines qui se fournissent en marchandises agricoles. En réponse à l'intérêt croissant du secteur privé aux approches paysagères, il sera important de sensibiliser le secteur privé aux concepts fondamentaux d'ILM, de construire des modèles et des méthodologies pour identifier les actions prioritaires qui prennent en compte les problèmes à l'échelle de paysage et qui peuvent être facilement appliquées par les petites et grandes entreprises, et de proposer des stratégies innovantes et fondées sur le marché telles que le développement d'un label pour les paysages. Les acteurs des secteurs publics et civiques peuvent fournir un peu plus d'efforts pour appuyer l'engagement du secteur privé dans l'ILM en formant des partenariats d'apprentissage et de l'action coordonnée pour développer les chaînes de valeur agricoles qui fournissent les moyens de subsistance améliorés et les agroécosystèmes durables.

Recherche: Quelles sont les priorités pour la recherche dans les paysages africains?

Cette note reconnaît la persistance des écarts de rendement agricole et la pauvreté rurale dans beaucoup de l'Afrique, malgré les engagements existants de recherche et de développement pour répondre à ces questions. Les priorités de recherche comportent les stratégies pour anticiper et répondre aux changements climatiques et cibler les pratiques et technologies agricoles appropriées à des régions spécifiques. Les partenariats de recherche qui engagent les praticiens et les décideurs politiques sont nécessaires pour identifier les caractéristiques essentielles de la conception de paysages multifonctionnels, ainsi que des stratégies d'optimisation pour les différentes régions et systèmes, et de tester à long terme cette compréhension dans les «observatoires de paysage». Des systèmes de recherche agro-écologiques qui sont efficaces et en réseau et les évaluations systématiques sont nécessaires pour comprendre comment les pratiques agricoles dans différents contextes socio-écologiques conduisent à produire les rendements, des revenus, le bien-être humain et les services écosystémiques à des échelles multiples. Des investissements stratégiques et coordonnés dans la R & D et les systèmes de surveillance par les gouvernements nationaux et les donateurs mondiaux peuvent réduire les écarts de rendement et renforcer la résilience sociale et écologique.

Finance: Comment l'investissement intégré des paysages en Afrique peut-il être financé?

Cette note met l'accent sur le rôle des investissements d'actifs et des investissements qui facilitent l'investissement intégré dans les paysages. En plus, elle souligne la nécessité d'incorporer les financements multifonctionnels dans l'investissement soutenu par les donateurs et l'investissement

par le secteur privé pour assurer la viabilité à long terme. Pour accélérer la réalisation simultanée des objectifs sociaux et environnementaux multiples dans les paysages africains, il sera important de renforcer la coordination des stratégies du financement du secteur public et des bailleurs de fonds. Il faudra aussi renforcer les capacités des acteurs nationaux et sous-nationaux, y compris ceux au niveau local, pour accéder et gérer le financement des stratégies d'ILM. En parallèle, les gouvernements peuvent soutenir les définitions claires et l'application des directives de durabilité pour les investissements directs étrangers. On a également noté la nécessité de l'optimisation du financement existant, la coordination des activités et le développement de partenariats pour diminuer la concurrence sur les ressources de financement. Il y avait une discussion sur la nécessité de la formation, de l'éducation et de la sensibilisation des décideurs et des exécutants, et de l'intégration de la valeur des ressources naturelles.

Capacités: Comment les capacités pour la gestion collaborative du paysage en Afrique peuvent-elles être renforcées?

Cette note explore le large éventail des capacités nécessaires à la gestion collaborative du paysage et mène une enquête auprès de plusieurs initiatives existantes d'ILM. Elle passe également en revue les principaux défis, y compris la coordination des acteurs du paysage, la confiance et la réduction des conflits, l'amélioration de la participation du secteur privé, la promotion de l'appui et du leadership du gouvernement, et la facilitation d'un échange des connaissances. Pour améliorer l'ILM en Afrique, une cohorte élargie de professionnels ayant des connaissances et des expériences dans la mise en œuvre des approches paysagères sera nécessaire. Cela nécessitera le développement des programmes d'études appropriés et multidisciplinaires, des programmes de formation et de vulgarisation pratiques, et des centres universitaires. La réduction du décalage entre les initiatives intégrées de paysage et la planification gouvernementale, administrative, et les structures de financement, la sensibilisation des professionnels du secteur public sur les processus multi-acteurs et les zones géographiques du paysage nécessite également un important effort. La préparation des agriculteurs afin de contribuer efficacement à la conception et la mise en œuvre de la gestion intégrée du paysage nécessite des programmes bien conçus qui vont renforcer les capacités et l'accès à l'information et aux marchés.

Conclusion

Le Plan d'Action pour les Paysages Africains se fonde sur ces analyses pour identifier les priorités pour un nouvel apprentissage et action. Tous les documents ont noté qu'il conviendra de renforcer la volonté politique et l'engagement du secteur privé pour favoriser la gestion intégrée du paysage, ainsi que l'importance des mécanismes de surveillance et la documentation de la valeur des approches impliquant plusieurs acteurs et des paysages multifonctionnels. La participation et l'éducation de tous les acteurs, y compris au niveau local, et des réseaux d'appui institutionnels plus solides sont nécessaires pour assurer que les paysages africains sont en mesure de soutenir les personnes, fournir la nourriture et protéger la nature. Le plan d'action représente un puissant instrument de recommandations politiques et programmatiques de l'action nationale, régionale et internationale, ancrée dans la recherche et l'expérience directe et soutenu par une coalition grandissante de partenaires. Pour déverrouiller le potentiel de la gestion intégrée du paysage en Afrique, ces stratégies d'action peuvent se fonder sur des solutions qui sont déjà en cours; intensifier ce qui fonctionne, combler les lacunes importantes, et solliciter la participation de l'ensemble des acteurs.

Références

- Gross, L., Negra, C., Brasser, A., Fox, L., Kissinger, G., Parr, M., Amis, M., Sikoyo, G., Fox, R., Athanas, A., Mwaniki, W. (2014). [Engaging Business for Integrated Landscape Initiatives in Africa](#). Washington, DC: EcoAgriculture Partners on behalf of the Landscapes for People, Food and Nature Initiative.
- Milder, J. C., Hart, A. K., Dobie, P., Minai, J., & Zaleski, C. (2014). [Integrated Landscape Initiatives for African Agriculture, Development, and Conservation: A Region-Wide Assessment](#). World Development, 54, 68–80.
- Neely, C., Buck, L.E., Kozar, R., Muller, C., Njomkap, J.-C., Wordon, J. (2014). [Supporting African Landscape Objectives Through Local Landscape Governance](#). Washington, DC: EcoAgriculture Partners on behalf of the Landscapes for People, Food and Nature Initiative.
- Negra, C., Kinutha, W., Sola, P., Harvey, C., Jaquez, C., Zeleke, G. (2014). [Priorities for Research in African Landscapes](#). Washington, DC: EcoAgriculture Partners on behalf of the Landscapes for People, Food and Nature Initiative.
- Shames, S., Munang, R., Tanui, J., Odigha, O., Kaudia, A. (2014). [National Policy to Support Landscape Management in Africa](#). Washington, DC: EcoAgriculture Partners on behalf of the Landscapes for People, Food and Nature Initiative.
- Shames, S., Mankad, K., Attafuah, E., Awere-Gyekye, K., Bakarr, M. (2014). [Financing Integrated Landscape Investments in Africa](#). Washington, DC: EcoAgriculture Partners on behalf of the Landscapes for People, Food and Nature Initiative.
- Van Oosten, C., Buck, L.E., Hart, A.K., Diaw, M.C. (2014). [Strengthening Capacities for Collaborative Landscape Management in Africa](#). Washington, DC: EcoAgriculture Partners on behalf of the Landscapes for People, Food and Nature Initiative.

Le soutien financier pour la préparation de ces mémoires ont été fournies par le Center for International Forestry Research (CIFOR), NEPAD, World Bank/TerrAfrica, EcoAgriculture Partners, le Ministry of Economic Affairs of the Government of the Netherlands, et le World Agroforestry Centre (ICRAF).